Éliane Viennot

La France, les femmes et le pouvoir. L'invention de la loi salique (v^e–xvi^e siècle)

Paris : Perrin, 2007, 765 p.

Cet imposant livre est le premier de deux volumes consacrés à l'histoire de la relation entre les femmes et le pouvoir politique en France depuis le v^e siècle par la spécialiste d'histoire et de littérature de la Renaissance, Éliane Viennot. L'ambitieuse entreprise intellectuelle couvre donc quinze siècles, les onze premiers faisant l'objet de ce premier tome relatant la longue gestation de la loi salique et sa consécration au début de l'époque moderne.

La loi salique est une invention, une règle successorale trafiquée tardivement pour empêcher les femmes d'avoir accès à la couronne et préserver ainsi le monopole masculin sur le pouvoir politique suprême en France. L'histoire de ce « mensonge national », comme le qualifie Viennot (16), est désormais bien connue des historiens. Là ne réside pas l'originalité de la démarche de l'auteure. Il ne s'agissait pas de révéler l'imposture, mais bien d'utiliser la loi salique comme fil conducteur dans l'exploration de la capacité d'action des femmes en politique depuis le haut Moyen Âge. Cette relecture féministe de plus d'un millénaire de l'histoire française a exigé la mobilisation d'une quantité impressionnante de sources et d'études, base documentaire qui forme un socle solide à l'argumentation développée par l'auteure. Bien entendu, les spécialistes de chacune des sous-périodes constateront des lacunes historiographiques, critiqueront certains choix et repéreront de petites erreurs factuelles (l'Édit des secondes noces date de 1560, pas de 1579 [554]) ; c'est le risque inhérent à toute synthèse d'une telle ampleur.

Le livre est divisé en quatre parties d'inégales longueurs. Dans la première, qui couvre la période du v^e au ix^e siècle, Viennot présente les trois rédactions connues du code de lois des Francs Saliens et conclut, comme ses devanciers, qu'il s'agit là d'un texte relevant du droit privé sans aucun lien avec le droit public et la transmission de la couronne royale. Elle s'attache ensuite à décrire le rôle des femmes de l'élite au sein des royaumes barbares et repère plusieurs reines ayant eu des rôles de premier plan dans cette époque marquée par la violence et l'instabilité politique. C'est toutefois au chapitre 3 que l'analyse de Viennot prend véritablement son envol avec l'hypothèse d'une alliance stratégique temporaire entre les femmes et l'Église. En contrepartie de la conversion de leurs maris au christianisme, les femmes de l'élite auraient ainsi reçu le soutien des évêques pour maintenir certaines d'entre elles au pouvoir et pour introduire des mesures de protection des veuves.

Cette relation privilégiée se déploie dans la période suivante, du ix^e au xii^e siècle, qui fait l'objet de la seconde partie de l'ouvrage. La loi salique tombe dans l'oubli alors

que s'effectue une redistribution des pouvoirs au sein des élites politiques. L'Église éprouve des difficultés liées à de nombreux scandales et à l'instabilité du pouvoir des papes, ce qui retarde quelque peu l'application de sa doctrine sur le mariage et son intervention dans les affaires familiales. À partir du XI^e siècle, Viennot estime que l'acceptation des règles de consentement des deux époux et de l'indissolubilité de l'union a renforcé la position des femmes dans les familles régnantes à l'échelle de toute l'Europe chrétienne. Elle introduit également dans cette partie des éléments culturels en évoquant la littérature courtoise, mais aussi l'importance des femmes dans les récits familiaux héroïques et le rôle exemplaire du culte marial. Viennot considère cette période comme un véritable âge d'or des femmes de l'élite, impliquées dans tous les secteurs de la société française et notamment en politique.

C'est un retour du balancier qui s'amorce aux XIII^e et XIV^e siècles. Dans sa troisième partie, Viennot introduit un nouveau groupe social, la clergie, qui formera, selon elle, la principale opposition au pouvoir féminin dans les siècles à venir. L'auteure prend bien soin de ne pas confondre la clergie avec l'Église ou son clergé. Il s'agit plutôt de clercs, dont le statut religieux est en évolution, pour la plupart formés dans les universités nouvellement fondées, dont les compétences en écriture et en administration sont valorisées dans un État en pleine croissance. Viennot se livre à une analyse serrée des stratégies discursives des clercs, pour y découvrir une misogynie grandissante et une volonté d'exclure les femmes du domaine de l'éducation et les écarter ainsi du pouvoir politique. Cette offensive rhétorique rencontre toutefois des résistances dans la société française, d'abord dans la très haute noblesse et chez les élites urbaines, mais aussi de la part des religieuses, et même de l'Église qui condamne les dérives de ses membres les plus radicaux. C'est dans ce contexte intellectuel que sera redécouverte la loi salique. En phase avec l'historiographie, Viennot précise que la loi salique n'a aucun rôle à jouer dans l'exclusion de Jeanne de France du trône en 1328, puisque le code des Francs Saliens ne sera retrouvé qu'en 1358 par un moine de Saint-Denis, Richard Lescot. Elle conteste cependant l'interprétation des historiens, et en particulier celle de Colette Beaune, sur l'importance de cette redécouverte, affirmant qu'elle n'a pas eu d'impact immédiat sur la réflexion portant sur les modalités successorales de la couronne française, au cœur du conflit opposant l'Angleterre à la France. Elle attribue plutôt l'exclusion progressive des femmes du pouvoir au discours misogyne développé par les clercs, la loi salique justifiant *a posteriori* les décisions dynastiques.

La dernière partie constitue près de la moitié de l'ouvrage et analyse les circonstances particulières de l'invention de la loi salique aux XV^e et XVI^e siècles. La clergie a une place de choix dans ce processus, puisque les recherches d'un lien

formel entre la transmission de la terre salique et la transmission de la couronne royale sont le fruit de clercs, par ailleurs engagés dans un affrontement rhétorique direct avec des femmes, dont Christine de Pisan, qui s'opposent vivement à leur discours misogyne. Viennot hésite à franchir le pas et veille, à plusieurs endroits, à distinguer les facteurs de causalité des éléments contextuels. Ainsi, si elle constate que les conditions de vie des femmes se dégradent au ^{xv}^e siècle, elle n'est pas en mesure d'établir un lien de cause à effet entre cette situation et l'invention de la loi salique (372). Cela ne l'empêche pas d'insister assez lourdement sur tous les aspects de l'offensive des clercs : nouveau discours démonologique et chasse aux sorcières, recours à la farce et au théâtre public pour illustrer la guerre des sexes, etc. La multiplication des exemples de textes misogynes cache cependant une des faiblesses de l'argumentation qui désigne la clergie comme la source de toute cette haine, alors que le groupe lui-même a des contours de plus en plus flous à mesure que le siècle avance. La multiplication des lieux de savoir banalise peu à peu les compétences spécifiques des clercs, la haute noblesse a toujours la mainmise sur les principales fonctions liées au pouvoir royal et certains clercs s'opposent ouvertement au discours misogyne.

À partir du chapitre 12, Viennot entre de plain-pied dans son champ de spécialisation, la Renaissance, et se laisse aller à de longs développements qui nuisent parfois à la progression de son argumentation. La première partie de ce chapitre est cependant un tour de force, un récit presque exclusivement au féminin des événements politiques qui relègue les souverains à l'arrière-plan. Après un détour par la « querelle des femmes », elle revient à la loi salique car celle-ci va connaître sa dernière transformation avant de devenir l'une des lois fondamentales du royaume. La publication du code des Francs Saliens au milieu du ^{xvi}^e siècle a poussé plusieurs historiens de l'époque à reconnaître que ce texte n'avait rien à voir avec la succession dynastique. Il pose en effet plusieurs problèmes, le moindre n'étant pas qu'il ne contient aucun lien formel entre la notion de « terre salique » et celle de domaine royal. En revanche, ces mêmes historiens vont affirmer que la transmission de la couronne par les mâles est une coutume établie du royaume et qu'elle a donc, au même titre que les autres coutumes, valeur de loi. Les guerres de religion relancent et déplacent le débat, les protestants se saisissant de la loi salique pour soutenir Henri de Navarre, le parti catholique tentant de trouver une interprétation qui lui permette à la fois d'exclure les femmes et de soutenir un catholique. À la fin de la période couverte par le livre, l'exclusion des femmes du trône est devenue une loi du royaume et la place subordonnée des femmes dans la société française ne soulève plus de vive opposition.

Éliane Viennot a produit une œuvre inspirante. Elle n'est, bien sûr, pas la première à utiliser une perspective féministe en histoire française, mais l'ampleur du projet la place désormais dans une classe à part. Vivement le prochain volume !

SYLVIE PERRIER, *Université d'Ottawa*

Symphorien Champier

La Nef des dames vertueuses

Édition critique par Judy Kem. Paris : Honoré Champion, 2007, 305 p.

Depuis une dizaine d'années, les éditions Honoré Champion contribuent à la redécouverte de textes de femmes ou sur les femmes publiés sous l'Ancien Régime en fournissant aux chercheurs des éditions modernes de textes souvent difficilement accessibles, notamment par le truchement de la série « L'éducation féminine, de la Renaissance à l'âge classique » dirigée par Colette Winn. Plus récemment, un intérêt spécifique pour les apologies du sexe féminin et les recueils de femmes illustres permet de mieux mesurer la richesse et la complexité de ce que l'on pourrait appeler les éloges collectifs de femmes, pendant la première moitié du xvi^e siècle : le *Jugement poétique de l'honneur féminin* (1538) de Jean Bouchet a fait l'objet d'une édition critique par Adrian Armstrong en 2006 tandis que *Le Palais des nobles dames* (1534) de Jean Du Pré (édition critique par Brenda Dunn-Lardeau) est paru en 2007. L'édition critique de *La Nef des dames vertueuses* de Symphorien Champier préparée par les soins de Judy Kem s'inscrit dans cette lancée.

Située à la croisée de l'histoire (celle des femmes et celle des sciences), de la rhétorique et de la philosophie morale, *La Nef des dames vertueuses* compte parmi les premiers ouvrages du prolifique auteur lyonnais versé aussi bien dans la médecine (qu'il exerçait) que dans la philosophie (le néoplatonisme en particulier) et dans l'histoire. Au début des années 1500, Symphorien Champier est en quête de protection. Il concentre ses efforts sur la puissante famille de Bourbon — sans jamais obtenir le succès escompté. Lorsqu'il offre en 1503 sa *Nef des dames vertueuses* à Anne de France, l'épouse de Pierre de Beaujeu, duc de Bourbon, et à leur fille Suzanne, il n'en est pas à son coup d'essai : l'année précédente, il s'était déjà efforcé de s'attirer les bonnes grâces de la famille ducal en incluant le cardinal Charles de Bourbon — le frère du duc — au nombre des dédicataires de sa *Nef des princes*. Publiée une première fois à Lyon en 1503 chez Jacques Arnollet, *La Nef des dames vertueuses* est réimprimée à Paris en 1515 chez Jean de Lagarde et en 1531 chez Philippe Le Noir. Ces éditions successives montrent que, si l'ouvrage ne suffit pas à assurer